

CONGRES du PCF

Roger FROISSARD – Section de Remiremont – Fédération des Vosges

Tenir la ligne de classe face à la fascisation du capitalisme

Nous vivons une séquence politique d'une gravité exceptionnelle. Ce qui se déploie sous nos yeux n'est pas une simple crise du débat public ou une dérive ponctuelle du pouvoir, mais une **recomposition autoritaire du pouvoir bourgeois**, dans un contexte de crise structurelle du capitalisme.

Lorsque le système capitaliste est confronté à ses propres limites — épuisement du modèle néolibéral, rejet populaire, montée des contradictions sociales — la classe dominante cherche à préserver sa domination par tous les moyens. L'histoire nous l'enseigne : **le recours à l'autoritarisme et à l'extrême droite est une option récurrente du capital**, non une anomalie.

L'État n'est pas un arbitre neutre au-dessus des classes. Il est un **instrument de domination de la classe bourgeoise**, mobilisant ses appareils répressifs, judiciaires, médiatiques et idéologiques pour contenir, diviser et affaiblir le camp du travail. La période actuelle en fournit une démonstration éclatante.

Nous assistons à un double mouvement profondément cohérent :

- d'un côté, la **criminalisation des luttes sociales**, la stigmatisation des forces politiques de gauche, la délégitimation de l'antifascisme ;
- de l'autre, la **normalisation et la protection de l'extrême droite**, progressivement installée comme solution autoritaire de rechange pour maintenir l'ordre capitaliste.

Ce processus correspond à ce que le marxisme a identifié comme une **crise d'hégémonie** : la bourgeoisie ne parvient plus à diriger par le consentement et recourt de plus en plus à la contrainte, tout en cherchant à recomposer un bloc idéologique fondé sur la peur, l'ordre, le nationalisme et la division des classes populaires.

L'instrumentalisation de crimes odieux participe de cette stratégie. Elle sert à construire un récit visant à assimiler toute contestation radicale de l'ordre social à une menace pour la République. C'est une **entreprise consciente de désarmement idéologique du mouvement ouvrier et populaire**.

Nous le réaffirmons collectivement :

? aucune violence individuelle, aucun meurtre, ne peut être justifié politiquement.

Cette position est constitutive de notre engagement communiste et démocratique.

Mais nous refusons que cette exigence serve à masquer la réalité fondamentale : **la violence structurelle du capitalisme**, celle de l'exploitation, de la précarité, des licenciements, de la casse des services publics, de la destruction des vies par la logique du profit.

L'antifascisme n'est pas une posture morale abstraite. Il est une **nécessité historique**, issue de l'expérience du mouvement ouvrier, de la Résistance, des luttes contre le fascisme et le nazisme. Le criminaliser aujourd'hui, c'est **préparer les défaites de demain** et désarmer politiquement les classes populaires face à une menace bien réelle.

Ce qui est attaqué n'est pas une organisation en particulier, mais **l'ensemble du camp de l'émancipation** : syndicats combatifs, forces politiques de gauche, associations, mouvements écologistes, antiracistes et féministes. La division entretenue au sein de la gauche est une **arme classique de la bourgeoisie** pour affaiblir toute alternative de classe.

Nous affirmons clairement que **l'extrême droite n'est pas antisystème**. Elle est une force

pleinement intégrée aux rapports sociaux capitalistes, au service du patronat et de l'ordre établi. Derrière son discours pseudo-social se cache un projet de régression sociale, de répression syndicale, de remise en cause des libertés et d'assignation identitaire des travailleurs.

Face à cette situation, le Parti communiste français ne peut se contenter d'une posture défensive ou institutionnelle. Il doit **réaffirmer sa fonction historique de parti de classe**, capable :

- de nommer clairement l'ennemi principal : **le capital et l'État qui le sert** ;
- de combattre l'hégémonie idéologique bourgeoise ;
- de reconstruire une unité populaire sur des bases de classe, et non sur des compromis de sommet ;
- d'organiser politiquement la colère sociale et les luttes du monde du travail.

La conflictualité sociale n'est pas un danger pour la démocratie : elle en est **le moteur historique**. Renoncer à la lutte de classes, c'est laisser le champ libre à la réaction et à la barbarie capitaliste.

L'histoire du mouvement ouvrier nous a déjà enseigné le prix des hésitations, des divisions et des illusions sur la neutralité de l'État bourgeois. Nous savons où mènent les renoncements.

Aujourd'hui, nous appelons le Parti communiste français à **tenir la ligne communiste**, à assumer pleinement une analyse marxiste de la situation, à redevenir un **outil de combat au service des travailleuses et des travailleurs**, et à porter une perspective révolutionnaire, démocratique et populaire.

Il n'y a pas de République sociale sans affrontement avec les intérêts de la bourgeoisie.

Il n'y a pas de troisième voie durable entre le capital et le travail.

Face à la fascisation du capitalisme, notre réponse collective doit être claire : la lutte de classes, consciente, organisée et internationaliste.